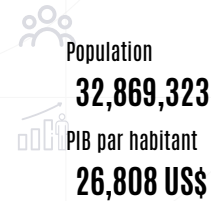
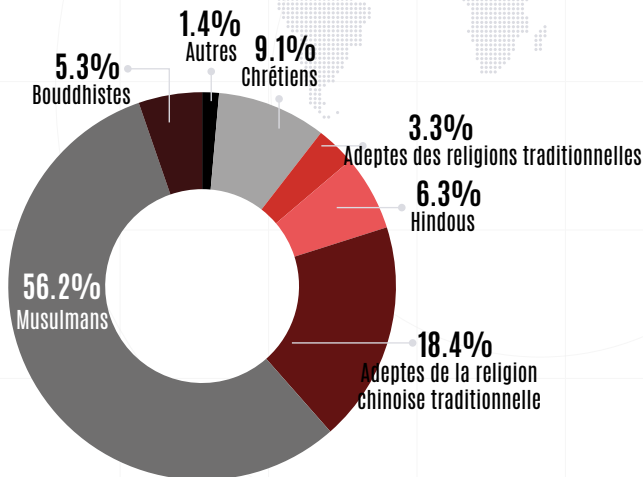




MALAISIE

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution malaisienne protège la liberté religieuse. Toutefois, les droits et les avantages des communautés majoritaire et minoritaires sont limités par les privilèges constitutionnels et juridiques accordés à l'islam sunnite, tel qu'interprété par le gouvernement. Conformément à l'article 3, alinéa 1er, de la Constitution, « l'islam est la religion de la Fédération [de Malaisie], mais d'autres religions peuvent être pratiquées dans la paix et l'harmonie, à travers toute la Fédération ».¹ L'article 11 dispose que « chacun a le droit de professer et de pratiquer sa religion », mais, en même temps, l'alinéa 4 du même article dispose que les lois des États et du gouvernement fédéral « peuvent contrôler ou limiter la propagation de toute doctrine ou croyance religieuse parmi les personnes professant la religion musulmane ». Les dispositions de la Constitution ont été interprétées pour permettre aux États d'empêcher les musulmans de se convertir à d'autres religions, et de restreindre toute secte minoritaire musulmane considérée comme déviante par les autorités religieuses malaisiennes.

L'article 160 de la Constitution définit un « Malais »

comme, entre autres critères, « une personne qui professe la religion musulmane ». Les citoyens d'ethnie malaise, qui représentent environ 60 % de la population², sont formellement et constitutionnellement définis comme ethniquement et religieusement distincts des autres groupes ethniques, qui sont principalement d'origine chinoise et indienne. Ces minorités ethniques sont de confession bouddhiste, hindouiste, chrétienne, d'autres religions ou sans aucune religion.³

Les non-malais sont libres de se convertir à n'importe quelle religion de leur choix, dont l'islam. En revanche, la conversion de l'islam à une autre religion par les musulmans malais est considérée comme de l'apostasie, ce qui est formellement interdit.⁴ Malgré tout, il semble qu'il existe techniquement une procédure permettant aux musulmans de quitter l'islam – un long processus qui exige le consentement formel d'un tribunal de la charia, conformément à la loi islamique de l'État. Ce consentement, à son tour, exige que ceux qui souhaitent se convertir passent des mois dans des « centres de réadaptation » religieux dans lesquels ils subissent des pressions pour rester musulmans.

Dans une série de jugements, des tribunaux civils ont jugé que les affaires d'apostasie devaient être adressées aux

tribunaux de la charia, qui doivent à leur tour consentir formellement à toute conversion.⁵ Toutefois, ces dernières années, les tribunaux civils ont également été en mesure d'intervenir dans certains cas où il y avait une forte présomption que les personnes concernées n'aient jamais réellement été de confession musulmane.

Dans une affaire historique de mai 2016, une hindoue, Indira Gandhi (sans lien de parenté avec la célèbre dirigeante indienne), a soutenu avec succès devant la plus haute instance judiciaire du pays, la Cour fédérale, que la tentative de son mari – un ancien hindou converti à l'islam – de convertir leurs trois enfants était invalide, et qu'ils n'avaient donc jamais été musulmans, ce qui a pour conséquence que les tribunaux de la Charia n'avaient aucune compétence sur leur identité religieuse et leurs choix religieux. En outre, en 2016, « la Haute Cour du Sarawak a permis à Rooney Rebit, qui pratiquait le christianisme, de quitter l'islam. Dans cette situation particulière, le tribunal a considéré l'affaire comme une question constitutionnelle plutôt que juridictionnelle. Tout en reconnaissant que les tribunaux de la Charia avaient compétence sur les questions de conversion, le tribunal a considéré qu'il était évident que Rooney n'avait jamais été musulman (il n'est pas nécessaire de pratiquer le droit islamique pour savoir qu'une personne ne pratique pas l'islam) ».⁶

En Malaisie, tous les musulmans sont soumis à la loi islamique au travers de dispositions législatives musulmanes d'État qui placent toutes les questions de droit personnel (c'est-à-dire le mariage, le divorce et l'héritage) sous la juridiction des tribunaux islamiques ou de la charia. Une disposition constitutionnelle dispose que les tribunaux civils n'exercent aucune compétence sur les questions qui relèvent de la compétence des tribunaux de la charia.

Chaque État malaisien a sa propre autorité islamique qui régit les affaires musulmanes dans cet État. Les autorités islamiques de l'État ont, dans une large mesure, mis de côté les formes minoritaires de l'islam au moyen de règlements sur l'activité religieuse. Par exemple, le Conseil national de la fatwa a déclaré l'islam chiite déviant en 1996 et l'a interdit purement et simplement, malgré le fait que la Malaisie abrite des centaines de milliers de chiites clandestins.⁷ L'autorité religieuse fédérale, le Département du développement islamique (JAKIM), ainsi que les comités d'État de la fatwa, surveillent et contrôlent systématiquement toutes les formes et interprétations de l'islam en Malaisie. Les autorités religieuses de l'État jouent un rôle de surveillance sur les mosquées, influencent le contenu des

sermons et veillent à ce que les enseignements qu'elles transmettent soient conformes à l'orthodoxie sunnite telle qu'interprétée par l'État.

De nombreuses publications musulmanes chiites restent interdites en vertu de la Loi de 1998 sur les Communications et les Médias, qui « criminalise les communications en ligne et en réseau qui sont considérées comme obscènes, indécentes, fausses, menaçantes ou offensantes dans l'intention d'énerver, d'abuser, de menacer ou de harceler une autre personne ».⁸

La Loi de 1984, sur les Imprimeries et les Publications, pose des problèmes aux groupes non musulmans en ce qui concerne le mot « Dieu ». Selon la loi, le mot « Allah » (le terme arabe pour désigner Dieu) est réservé à l'islam. Les Bibles malaises distribuées en Malaisie qui utilisent le mot « Allah » pour désigner Dieu ont donc été interdites.⁹

Le 23 juin 2014, la Cour fédérale de Malaisie a rejeté l'appel de l'Église catholique qui contestait l'interdiction de l'utilisation du mot « Allah » par des non-musulmans. Pour Herald Malaysia, un hebdomadaire catholique malaisien, interdire l'utilisation du mot « Allah » par des publications non islamiques était inconstitutionnel et représentait une violation de la liberté religieuse.¹⁰ La décision de la Cour a été interprétée par le gouvernement comme ne s'appliquant qu'à la publication catholique, même si elle a créé un précédent juridique pour interdire complètement l'utilisation du terme « Allah » parmi les chrétiens. Le tribunal a déclaré que l'utilisation du mot « Allah » n'était pas essentielle à la foi chrétienne et n'en faisait pas partie intégrante, et a ensuite jugé que tout discours ou pratique non islamique à caractère religieux devait désormais être examiné sur le critère de sa capacité à offenser les musulmans.¹¹ La Malaisie a saisi plus de 20.000 Bibles ces dernières années, parce qu'elles appelaient Dieu « Allah ».¹²

Au Sarawak, la majorité de la population est chrétienne. Cependant, il y a une discrimination bien ancrée à l'encontre de certaines institutions religieuses chrétiennes dans cet État. Les grandes Églises les plus connues sont reconnues en vertu d'une Ordonnance sur les Sociétés missionnaires (OSM), mais les plus petites Églises sont confrontées à d'importantes difficultés pour s'inscrire et obtenir la reconnaissance et le soutien du gouvernement. Par ailleurs, les petites Églises ont du mal à demander des subventions à l'UNIFOR (Unit for Other Religions), une agence gouvernementale du Sarawak créée en 2017.¹³ En septembre 2020, le vice-ministre en chef du Sarawak, Datuk Amar Douglas Uggah, a réaffirmé la politique du

gouvernement selon laquelle seuls les groupes religieux enregistrés auprès du Registre des Sociétés (RoS) ou de l'Ordonnance d'État sur les Sociétés Missionnaires (OSM) pouvaient bénéficier d'un soutien financier de l'UNIFOR.¹⁴

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En novembre 2018, quatre ressortissants finlandais ont été arrêtés par la police parce qu'ils auraient distribué des tracts chrétiens. Les Finlandais ont été accusés d'avoir enfreint des lois qui interdisent de troubler l'harmonie religieuse. Quelque 47 stylos et 336 livrets chrétiens ont été confisqués.¹⁵ L'article 298 du Code pénal de Malaisie dispose que « quiconque, avec l'intention délibérée de blesser les sentiments religieux d'une personne, prononce un mot ou émet un son audible de cette personne, ou fait un geste à la vue de cette personne, ou place un objet à la vue de cette personne, est puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à un an, ou d'amende, ou des deux ».¹⁶ Le ministère public avait initialement prévu de déposer un acte d'accusation en vertu du code pénal, mais a finalement décidé d'expulser les quatre ressortissants finlandais.¹⁷

En septembre 2019, le Département islamique de l'État de Selangor (JAIS) a arrêté 23 personnes dans le district de Gombak et a mené une enquête sur elles pour cause d'opposition à une fatwa contre le chiisme.¹⁸ Les chiites ont de nouveau été jugés « déviants ». Les autorités islamiques s'attaquent souvent avec agressivité aux événements privés organisés par les chiites.¹⁹

Le même mois, le Département des Affaires islamiques de l'État de Johor a effectué des descentes chez des chiites, au cours de cérémonies privées, et a arrêté des ressortissants étrangers et des habitants locaux. Huit personnes auraient été placées en garde à vue, dont un yéménite et deux singapouriens. Lors d'une célébration privée de l'Achoura dans un immeuble de Bandar Sunway, les autorités ont arrêté plusieurs personnes, dont des ressortissants pakistanais.²⁰ Ces incidents se sont produits en dépit d'une fatwa de 2010 du Département islamique de Selangor (JAIS) exemptant les ressortissants étrangers de l'interdiction de pratiquer le chiisme.²¹

En septembre 2019, les responsables ecclésiastiques de Malaisie ont fait état de tensions croissantes parce que certains politiciens musulmans conservateurs continuent de représenter le christianisme comme une menace pour cette nation à majorité musulmane. Le Conseil des

Églises de Malaisie a dénoncé les affirmations non fondées du Parti islamique pan-malaisien et de l'Organisation nationale des malais uni selon lesquelles des membres du gouvernement poursuivaient un « agenda de christianisation ». Il y a eu d'autres allégations qui ont dépeint le christianisme évangélique sous un jour négatif.²²

Dans l'État de Sabah, des experts ont signalé que les chrétiens se retrouvaient sans défense face aux fonctionnaires du gouvernement lorsque ces derniers changent arbitrairement leur identité religieuse pour les déclarer « musulmans », et que les chrétiens n'avaient « quasiment aucune voie de recours » quand cela se produisait. Des avocats spécialisés dans la liberté religieuse et les droits de l'homme ont rapporté des cas dans lesquels les chrétiens étaient qualifiés de « musulmans » sur leur carte d'identité. Dans l'État de Sabah, des experts ont également noté que des restrictions supplémentaires avaient été ajoutées au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, dont des restrictions au prosélytisme chrétien, des restrictions à la capacité des Églises d'accueillir des personnes en recherche et des curieux de tous horizons, et des limites au droit des élèves chrétiens de prier ouvertement dans certaines écoles.²³

En mai 2020, les autorités malaisiennes ont refusé des réfugiés musulmans rohingyas et ahmadis sous prétexte d'empêcher une nouvelle flambée de covid-19. Cela contraste fortement avec le comportement antérieur de la Malaisie qui, auparavant, avait offert un refuge relativement sûr aux musulmans rohingyas fuyant les persécutions au Myanmar.²⁴ Un changement d'attitude au sein de la population, au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, a eu pour conséquence que de nombreux malaisiens sont désormais opposés à ce qu'il y ait davantage d'immigrés rohingyas, comme en témoignent une campagne de haine en ligne et des menaces violentes contre les réfugiés rohingyas dans le pays. Certains politiciens se seraient également joints à la campagne en ligne pour tirer profit de ces peurs. Les messages en ligne comportaient « des propos et des images discriminatoires et déshumanisants, certains utilisateurs menaçant d'éminents militants rohingyas, ainsi que leurs partisans, de meurtres et de violences sexuelles ».²⁵

Plusieurs réfugiés ont été emprisonnés à la suite de descentes ordonnées par le gouvernement malaisien, et auraient été soumis à de mauvais traitements et à des conditions difficiles pendant leur détention. Le HCR a confirmé que des avocats étrangers qui aidaient les détenus à ac-

céder à un soutien juridique avaient été arrêtés sans discernement par la police, même s'ils ont été libérés par la suite. Les autorités malaisiennes ont également menacé les étrangers de révoquer leurs cartes d'immigrants légaux s'ils « font des déclarations préjudiciables à la Malaisie ».²⁶

La propagation du COVID-19 s'ajoute aux conditions déjà difficiles vécues par les immigrés et les réfugiés dans les centres de détention malaisiens. Le gouvernement a également annoncé l'interdiction pour les ressortissants étrangers d'entrer dans les mosquées lorsqu'elles rouvriront leurs portes à la suite de la levée des interdictions liées à la pandémie de Covid-19.²⁷

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

De nombreux hauts dirigeants malaisiens, musulmans et non musulmans, sont profondément préoccupés par le climat religieux et politique oppressif du pays. En décembre 2014, un groupe de 25 éminents musulmans malais, dont d'anciens hauts fonctionnaires, a signé une lettre ouverte indiquant que le pays « glissait lentement vers l'extrémisme religieux et la violence ».²⁸ Ils se sont dit profondément préoccupés par la montée du radicalisme islamique, qui, selon eux, a été toléré et même encouragé par les dirigeants politiques malaisiens.

En mai 2018, l'élection du gouvernement réformateur du Pakatan Harapan a fourni une brève ouverture politique et favorisé un climat de plus grande tolérance et de compréhension religieuse et ethnique. Cependant, cela s'est avéré de courte durée. La chute du gouvernement en février 2020 a impliqué un retour à l'intransigeance sous le gouvernement du Premier ministre Muhyiddin Yassin et sa coalition conservatrice Perikatan Nasional (PN). Cela a réduit les perspectives d'une réelle amélioration de la liberté religieuse dans un proche avenir en Malaisie.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Malaysia 1957 (rev. 2007), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Malaysia_2007?lang=en
- 2 “Malaysia profile - Overview,” BBC News, 27 janvier 2016, <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-15367879>
- 3 “Malaysia country profile,” BBC News, 2 mars 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-15356257>
- 4 Office of International Religious Freedom, U.S. Department of State, 2019, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/malaysia/>
- 5 Ibid.
- 6 Timothy S. Shah et al, Malaysia Religious Freedom Landscape Report 2020. Washington, D.C.: Religious Freedom Institute, 2020, pp. 22-24, <https://static1.squarespace.com/static/57052f155559869b68a4f0e6/t/5f523883c4bb17744fe77632/1599223951527/Malaysia+ONLINE.pdf>
- 7 Ibid, p. 25.
- 8 Malaysia Human Rights Report 2016, Suara Rakyat Malaysia (SUARAM), <https://www.suaram.net/suaramreports/>
- 9 “The Bible Ban In Malaysia,” Persecution, 19 septembre 2020, <https://www.persecution.org/2020/08/19/bible-ban-malaysia/>
- 10 Kairos Research Center, septembre 2014, <http://www.krisispraxis.com/wp-content/uploads/2014/09/Freedom-of-Religion-after-the-Catholic-Herald.pdf>
- 11 Ibid.
- 12 “The Bible Ban in Malaysia,” op cit.
- 13 “Unit Hal Ehwal Agama-Agama Lain,” Jabatan Ketua Menteri Sarawak, <https://jkm.sarawak.gov.my/UNIFOR>
- 14 Sulok Tawie, Mail, 2 septembre 2020, <https://www.malaymail.com/news/malaysia/2020/09/02/unifor-funds-only-for-registered-houses-of-worship-says-sarawak-dcm/1899502>
- 15 World Watch Monitor, 23 novembre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/malaysia-arrests-four-finnish-nationals-for-distributing-christian-literature/>
- 16 “Laws of Malaysia Act 574 Penal Code,” Burgie Law, Attorney General’s Chambers of Malaysia, https://www.burgielaw.com/resources/act?act_title=Penal+Code§ion=298A
- 17 World Watch Monitor, 23 novembre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/malaysia-arrests-four-finnish-nationals-for-distributing-christian-literature/>
- 18 Free Malaysia Today, 7 septembre 2019, <https://www.freemalysiatoday.com/category/nation/2019/09/07/jais-raids-shia-muslim-event-at-gombak-arrests-23/>
- 19 Ibid.
- 20 “More Arrested In Raids On Private Syiah Functions,” Malaysiakini, 10 septembre 2019, <https://www.malaysiakini.com/news/491323>
- 21
- 22 UCANews, 19 septembre 2019, <https://www.ucanews.com/news/malaysias-church-leaders-warn-of-rising-religious-tensions/86136#>
- 23 “SMART Survey on the Freedom of Religion or Belief (FoRB),” Religious Freedom Institute. Conclusions basées sur les contributions de plus de 40 chefs religieux et experts de la liberté religieuse en Malaisie, 2020. Données disponibles auprès du Religious Freedom Institute.
- 24 Gayle Manchin and James W. Carr, The Diplomat, 28 juillet 2020, <https://thediplomat.com/2020/07/malaysias-unwelcoming-shore-for-refugees-fleeing-religious-persecution/>
- 25 Al Jazeera, 11 mai 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/5/11/malaysia-urged-to-end-violent-threats-against-rohingya-refugees>
- 26 Malay Mail, 6 juillet 2020, https://www.malaymail.com/amp/news/malaysia/2020/07/06/foreigners-who-make-statements-damaging-to-malaysia-risk-having-passes-revo/1882071?__twitter_impression=true

27 Kaamil Ahmed and Rebecca Ratcliffe, The Guardian, 21 juillet 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/jul/21/rohingya-face-cruel-caning-sentence-in-malaysia-as-hostility-to-refugees-grows>

28 Mong Palatino, The Diplomat, 25 décembre 2014, <http://thediplomat.com/2014/12/malaysias-moderate-voices-urge-reform-in-islamic-laws/>